

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RIDEAU HALL
ENTREPÔT TEMPORAIRE DE STYLE DOME AGRICOLE

Rideau Hall
Ottawa, Ontario

Avril 2015

TABLE DES MATIÈRES

SECTION	Pages
EXIGENCES GÉNÉRALES	6
01 35 29 – SANTÉ ET SÉCURITÉ	4
DESSINS	5

1.0 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux de ce contrat sont décrits sur les dessins ci-joints.
- .2 Ce contrat comprend, entre autres, les travaux suivants :
 - 1. Le déblai et le remblai de la zone décrite sur les dessins ci-joints afin de fournir une base adéquate pour la construction d'un entrepôt temporaire de style dôme agricole.
 - 2. La fourniture et l'installation d'un service électrique à partir de la salle mécanique de géothermie et l'installation de deux piédestaux tels que démontré aux dessins.
 - 3. La fourniture et le montage d'une structure temporaire de dôme agricole conformément aux spécifications des dessins du contrat.
- .3 Les travaux stipulés dans le présent contrat doivent commencer dans un délai de 5 jours après l'octroi du contrat.
- .4 Superviseur de chantier: Fournir un superviseur de chantier compétent (minimum de 10 années d'expérience), capable de gérer à temps plein les activités du chantier pendant la durée des travaux prévus dans ce contrat.
- .5 Agent de sécurité du chantier : Nommer un agent de sécurité du chantier qui sera responsable de la santé et de la sécurité sur le chantier lors des activités et pendant la durée de l'exécution des travaux relatifs à ce contrat.

2.0 IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES D'ATTÉNUATION

- .1 La présente section décrit la liste des impacts négatifs potentiels sur l'environnement et les effets archéologiques découlant de la portée des travaux de ce projet sur les lieux ainsi que les mesures d'atténuation qui doivent être prises pour minimiser les impacts.
 - .1 Dommages potentiels aux arbres existants durant la construction :

Mesure d'atténuation : Les limites de la zone des travaux seront identifiées par une clôture clairement visible afin d'éviter les intrusions dans la zone boisée de l'érablière. Les arbres dont l'enlèvement a été approuvé doivent être clairement identifiés, par le gestionnaire des terrains et des serres de Rideau Hall, à l'aide de rubans de couleur.
 - .2 Dérangement et destruction potentielle des nids d'oiseaux migrateurs à cause du bruit de la construction et de l'enlèvement de 2 arbres.

Mesures d'atténuation : Aucune activité de nivellement du sol ou autre activité susceptible de détruire ou de déranger le nid d'un oiseau migrateur n'aura lieu entre le 15 avril et le 15 août (saison de nidification principale dans la région de la vallée de l'Outaouais). Lorsque des nids contenant des œufs ou des oisillons sont trouvés, la zone immédiate doit être évitée, les travaux doivent cesser et les Services environnementaux de la CCN seront contactés. Cette mesure de protection devrait être prise même si le nid a été trouvé en dehors des dates de la période de nidification générale pour la région. Les oisillons sont toujours vulnérables une fois qu'ils ont quitté le nid et des mesures de précaution sont donc recommandées
 - .3 Blessures ou mortalités potentielles de la faune associées à la présence de l'équipe de construction et de la machinerie sur les lieux.

Mesures d'atténuation : Les travailleurs éviteront de déranger volontairement la faune sur les lieux. Les travailleurs doivent préserver la propreté des lieux et ne doivent pas laisser des déchets ni de restes d'aliments qui pourraient attirer les animaux ou modifier leur comportement.

- .4 Dispersion potentielle de graines ou de matériel végétal d'espèces exotiques agressives (nerprun) dans la zone de l'érablière.

Mesure d'atténuation : Il faut enlever toutes les plantes de nerprun dans la zone de construction en prenant garde de ne pas propager les graines sur le sol. Le matériel végétal enlevé devrait être envoyé à un site d'enfouissement. Il faut nettoyer la boue, la saleté et le matériel végétal de la machinerie et des outils avant de quitter un lieu infesté par une espèce envahissante. Des tuyaux à air à haute pression, des stations de nettoyage mobiles qui contiennent les eaux de ruissellement ainsi que des brosses ou des balais représentent des méthodes de nettoyage acceptables.

- .5 Impacts négatifs potentiels importants pour les éléments définissant le caractère d'un Lieu historique national du Canada

Mesure d'atténuation : L'installation proposée est temporaire et toutes les modifications proposées à l'aménagement paysager seront réversibles.

- .6 Impacts négatifs potentiels pour une structure, un lieu ou un objet qui présente une signification historique, archéologique ou architecturale (ancienne « petite patinoire » et cabane en rondins connexe + potentiel moyen d'un lieu archéologique pré-européen)

Mesure d'atténuation : Les travaux d'enlèvement du sol requis pour l'installation du MegaDome seront surveillés par un archéologue compétent en matière de ressources archéologiques.

- .7 Libération potentielle dans l'environnement (c.-à-d., eau de surface, air, sol) de contaminants contenus dans les terres excavées.

Mesures d'atténuation : Si, durant l'excavation, des signes (visuels, des débris, lustre, etc., ou olfactifs) de contamination sont observés, le Groupe des sites contaminés de la CCN doit être contacté pour fournir des conseils sur les prochaines mesures à prendre.

3.0 EXAMEN DES LIEUX

- .1 Durant la période des soumissions, la CCN réalisera une présentation non obligatoire du lieu de travail et des travaux à exécuter. Les réclamations de rémunération additionnelle ne seront pas acceptées pour les éléments de main-d'œuvre ou de matériel requis pour réaliser les travaux qui auraient pu être raisonnablement déterminés lors de l'examen des lieux. La soumission d'une offre sera jugée comme preuve que le soumissionnaire et ses sous-traitants ont satisfait à cette exigence.
- .2 L'entrepreneur se familiarisera aussi avec la sécurité et l'accès au site pour les mesures et les procédures quotidiennes à suivre durant l'exécution des travaux en vertu du présent contrat afin d'évaluer adéquatement les procédures de travail et les livraisons pour les travaux effectués en vertu de ce contrat et assurer un minimum de dérangement.

- .3 L'entrepreneur est responsable de vérifier toutes les dimensions pertinentes aux travaux à réaliser sur le site en vertu de ce contrat. Tout écart durant la construction sera assumé par l'entrepreneur sans l'imputation de coûts additionnels en vertu de ce contrat.
- .4 Il faut assumer la responsabilité de l'établissement du plan des travaux et fournir tous les instruments.

4.0 NORME DE TRAVAIL

- .1 Respecter le Code national du bâtiment 1995 (y compris la Partie 8, Mesures de sécurité en construction) et la Loi provinciale sur la sécurité de la construction.

5.0 OCCUPANTS et UTILISATEURS du SITE DE RIDEAU HALL

- .1 La zone de l'érablière de Rideau Hall est utilisée par la CCN pour l'entreposage de matériel et de biens. Le site demeurera occupé pendant l'exécution des travaux en vertu de ce contrat.

6.0 CALENDRIER DES TRAVAUX et RESTRICTIONS

- .1 L'entrepreneur établira un calendrier des travaux afin de prévenir et de minimiser le dérangement occasionné aux occupants et au personnel. Les travaux occasionnant des dérangements et leur calendrier seront réalisés en coordination avec l'ingénieur de la CCN.
- .2 Dans un délai de cinq jours ouvrables après la notification de l'intention d'attribuer ce contrat, l'entrepreneur soumettra et examinera, avec l'ingénieur de la CCN, la séquence des travaux prévus et le calendrier des activités aux fins d'approbation :
 - .1 Commencement des travaux;
 - .2 Zone de rassemblement de l'entrepreneur sur le site;
 - .3 Protection, palissades de chantier et structures d'étalement temporaires;
 - .4 Installation et livraison du matériel et des conteneurs à déchets;
 - .5 Livraison des matériaux;
 - .6 Séquence et préparation des mesures pour l'excavation;
 - .7 Identification des activités bruyantes et dérangeantes.
- .3 L'entrepreneur soumettra, aux fins d'examen par l'ingénieur de la CCN, la méthodologie proposée pour l'exécution des travaux à réaliser en vertu du contrat.
- .4 Restriction pour l'accès au site : les personnes exigeant l'accès au site devront obtenir des autorisations de sécurité préalables pour l'accès au site.
- .5 Contraintes relatives aux heures de travail :
 - .1 Les heures de travail normales autorisées sont du lundi au vendredi, de 7 h à 16 h.
 - .2 Il faut obtenir une permission préalable de l'ingénieur de la CCN pour travailler en dehors de ces heures de travail autorisées. Il faudra assumer tous les coûts supplémentaires pour la main-d'œuvre, les matériaux et le matériel qui seront associés à des travaux réalisés en

dehors des heures de travail autorisées, à moins que le propriétaire n'en donne expressément l'autorisation.

7.0 COORDINATION des TRAVAUX et des SOUS-TRAITANTS

- .1 Coordination des travaux : L'entrepreneur a la responsabilité de coordonner les travaux qui seront exécutés conformément aux directives contenues dans les documents contractuels avec tous les sous-traitants.
- .2 En cas d'écarts, de conflits dans les directives des documents contractuels et/ou de conflits avec les règlements applicables, l'entrepreneur avisera l'ingénieur de la CCN avant d'aller de l'avant avec l'exécution des travaux et il attendra des instructions et des directives pour l'exécution des travaux.
- .3 Il faut gérer la séquence des activités des travaux en tenant compte de la santé et de la sécurité du lieu de travail ainsi que des structures et du site adjacents.
- .4 Il faut assurer la fourniture d'un accès et de matériel adéquats pour les travaux du contrat.

8.0 BÂTIMENT/SERVICES SUR LE SITE

Sans objet.

9.0 UTILISATION DU SITE ET DES INSTALLATIONS

- .1 L'entrepreneur déterminera, avec l'ingénieur de la CCN, un horaire de travail et des procédures pour l'accès, les livraisons et le transport des matériaux sur le chantier et à l'extérieur du chantier.
- .2 L'entrepreneur fournira et installera des enclos ou une clôture temporaire autour du périmètre de la zone de travail.
- .3 La présence d'encombrements par les matériaux et le matériel ne sera pas permise dans AUCUN endroit à l'extérieur de la zone de chantier désignée, à moins que l'ingénieur n'ait donné son autorisation préalable.
- .4 Il faut exécuter les travaux avec le moins d'interférences et de dérangements possible pour l'utilisation normale du site. Il faut prendre des arrangements avec l'ingénieur de la CCN afin de faciliter les travaux énoncés.
- .5 Stationnement : L'accès et le stationnement sur les lieux pour les employés de l'entrepreneur et les sous-traitants seront approuvés par l'ingénieur de la CCN au début des travaux.
- .6 Les livraisons sur le chantier seront effectuées selon des horaires prédéterminés et autorisés par l'ingénieur de la CCN avec un préavis minimum de 24 heures.
- .7 Une zone désignée pour les fumeurs sera identifiée par l'ingénieur de la CCN. L'entrepreneur assurera l'élimination scellée des mégots de cigarette.
- .8 Emplacement des services publics : Il faut assurer la localisation de l'emplacement des services publics et des infrastructures avant l'excavation ou les travaux sur le chantier. Lorsque des services inconnus sont repérés, il faut en informer immédiatement l'ingénieur de la CCN et confirmer les découvertes par écrit.

10.0 SIGNALISATION

- .1 Aucune signalisation représentant des fournisseurs et des compagnies d'installation et/ou des entrepreneurs et consultants ne sera permise sur les lieux.

11.0 MAIN-D'ŒUVRE et MATÉRIAUX CANADIENS

- .1 L'entrepreneur utilisera de la main-d'œuvre et des matériaux canadiens dans la conception et l'exécution des travaux dans la pleine mesure où ils sont disponibles, conformes aux normes d'économie et disponibles rapidement pour l'exécution des travaux.
- .2 Sous réserve de qui est susmentionné, l'entrepreneur embauchera, lors de l'exécution des travaux, de la main-d'œuvre provenant de la localité où les travaux sont réalisés dans la mesure où elle est disponible.

12.0 AUTORISATION DE SÉCURITÉ

- .1 Conformément à la Politique sur la sécurité du gouvernement du Canada, toutes les personnes exécutant des travaux ou offrant des services sur le terrain visé par ce contrat peuvent devoir satisfaire aux exigences d'une Vérification de fiabilité pour l'accès au site.
- .2 La CCN se réserve le droit de refuser l'accès aux employés qui n'ont pas obtenu une Vérification de fiabilité pour l'accès au site.
- .3 À moins d'indication contraire, l'accès au site (employés, livraisons, visiteurs et cueillette de matériaux, etc.) doit être coordonné par l'ingénieur de la CCN et approuvé par ce dernier.
- .4 Il faut prendre des précautions raisonnables afin d'assurer la sécurité des matériaux préparés ou reçus lors de la gestion de ce projet. Il est interdit de discuter, de publier ou d'afficher un élément de ce projet sans avoir obtenu au préalable la permission de la CCN.

13.0 COOPÉRATION AVEC D'AUTRES et RELATIONS PUBLIQUES

- .1 En tout temps durant les activités de conception et de construction pour les travaux de ce contrat, l'entrepreneur autorisera et facilitera l'accès au chantier pour les services de construction de la CCN et les consultants contractuels de la CCN lors des phases de conception et d'exécution des travaux.
- .2 L'entrepreneur pourra être en contact avec des utilisateurs et des visiteurs sur le site. S'il interagit avec des utilisateurs et des visiteurs sur le site, l'entrepreneur fera preuve en tout temps de courtoisie, de serviabilité et de respect envers les utilisateurs et visiteurs.
- .3 Le comportement, la conduite et les manières sur le chantier seront conformes aux meilleures pratiques. Du langage blasphématoire et une conduite vulgaire sur le chantier ne se conformeront pas aux meilleures pratiques. Un langage blasphématoire de la part de la main-d'œuvre de l'entrepreneur sera inacceptable sur le chantier.
- .4 Durant les travaux exécutés dans le cadre de ce contrat, l'entrepreneur respectera en tout temps les règles de la circulation.
- .5 Il faut collaborer en tout temps avec le personnel d'exploitation et d'entretien du site.

- .6 Il faut collaborer avec d'autres entrepreneurs dont les services ont été retenus pour l'exploitation et l'entretien du site.

14.0 DOMMAGES

- .1 Il faut réparer ou remplacer, selon leur condition originale, les biens, les structures, les finis et les services, privés et/ou publics existants, et/ou les services publics qui ont été endommagés durant l'exécution des travaux de ce contrat ou offrir une compensation adéquate aux parties touchées.
- .2 Les termes « réparer » et « remplacer » incluent les coûts de la main-d'œuvre, du matériel et des matériaux.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
- .2 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
 - .1 Fiches signalétique (FS).
- .3 Province de l'Ontario
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. 1990 et ce, compte tenu de la mise à jour de 2009.

1.2 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément aux exigences du devis.
- .2 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'oeuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité.
- .3 Sur une base hebdomadaire, soumettre à la personne représentant la CCN et à l'autorité compétente un (1) exemplaire électronique et en format .pdf ou deux (2) exemplaires en format papier des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .4 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.
- .7 La personne représentant la CCN examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les cinq (5) jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau à la personne représentant la CCN au plus tard cinq (5) jours après réception des observations du Représentant du Ministère.
- .8 L'examen par la personne représentant la CCN examinera du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .9 Surveillance médicale : Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander à

la personne représentant la CCN une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.

- .10 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.3 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.

1.4 ÉVALUATION DES RISQUES/DANGERS

- .1 Faire une évaluation des risques/dangers pour la sécurité présents sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.5 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec la personne représentant la CCN avant le début des travaux, et en assurer la direction.

1.6 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilitation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 La personne représentant la CCN peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.7 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.8 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, L.R.O.
- .2 Se conformer au Règlement concernant la santé et la sécurité au travail pris en vertu du Code canadien du travail.

1.9 RISQUES/DANGERS IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province

compétente(s), et en informer à la personne représentant la CCN de vive voix et par écrit.

1.10 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux. Le coordonnateur de la santé et de la sécurité doit répondre aux critères suivants.
 - .1 Posséder une expérience pratique sur un chantier où sont menées des activités associées à la construction.
 - .2 Posséder une connaissance pratique des règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail.
 - .3 Assumer la responsabilité des séances de formation de l'Entrepreneur, en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux.
 - .4 Assumer la responsabilité de la mise en application, du respect dans le menu détail et du suivi du plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier par l'Entrepreneur.
 - .5 Être présent sur le chantier durant l'exécution des travaux et rendre directement compte au superviseur du chantier et ce, aussi en tenant compte de ses directives.

1.11 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec la personne représentant la CCN.

1.12 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par la personne représentant la CCN.
- .2 Remettre à la personne représentant la CCN un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 La personne représentant la CCN peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.13 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 N'utiliser des dispositifs à cartouche qu'avec la permission écrite de la personne représentant la CCN.

1.14 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

1.15 RESTRICTIONS RELATIVES À L'USAGE DU TABAC

- .1 Il est interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment. Se conformer aux restrictions qui s'appliquent à l'usage du tabac sur la propriété de l'immeuble.

PARTIE 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION